

des communes que le Gouvernement canadien accorderait à la déclaration du Président son attention la plus grande et la plus sympathique.

Mesures pour diminuer la tension internationale

Les demandes de l'Union soviétique d'interdire inconditionnellement les armes atomiques et de réduire du tiers les forces armées étaient reprises dans le projet de résolution soviétique intitulé « mesures tendant à écarter la menace d'une nouvelle guerre mondiale et à réduire la tension dans les relations internationales », tardivement inscrit à l'ordre du jour à la requête de l'Union soviétique puis discuté par la Commission politique pendant la semaine du 19 au 26 novembre. La résolution soviétique recommandait en outre la convocation, sous les auspices du Conseil de sécurité, d'une conférence internationale du désarmement, l'élimination des bases militaires en territoires étrangers (qui devraient être condamnées comme accroissant la « menace d'une nouvelle guerre mondiale ») et la condamnation de la propagande de guerre. Le débat sur cette résolution a fourni à M. Vychinski l'occasion de reprendre ses thèmes habituels de propagande et d'accuser les « milieux réactionnaires » américains d'agir, par crainte d'une dépression économique, de façon à accroître délibérément la tension internationale en préparation d'une troisième guerre mondiale. M. Vychinski s'en est pris aussi aux accords que les États-Unis ont récemment conclus avec la Grèce, la Turquie et l'Espagne et à celui qu'ils envisageaient de conclure avec le Pakistan. En outre, il a fait brièvement mention du communiqué publié le 15 novembre par le Canada et les États-Unis au sujet des dispositions prises en commun pour la défense et qui, d'après lui, « visent délibérément à maintenir et accroître la tension internationale ».

La délégation du Canada a signalé que l'Union soviétique n'apporte aucun esprit de collaboration à l'examen de la question du désarmement, malgré toute l'importance qu'elle attache à cette question, et que l'indignation soulevée par la persécution religieuse en Pologne n'est guère propre à réduire la tension internationale. Plusieurs pays, dont la France, le Royaume-Uni, les États-Unis, le Pérou et la République Dominicaine, ont répondu aux accusations du représentant du l'Union soviétique. Les trois derniers ont parlé eux aussi de la persécution religieuse en Pologne. Dans une vigoureuse réfutation des accusations soviétiques, le représentant du Pérou a déclaré que la tension internationale actuelle découle du fait que l'Union soviétique n'ait pas désarmé après la guerre et qu'elle ait poursuivi une politique « réaliste » de panslavisme et de soviétisation de l'Europe orientale. Seules la bombe atomique et plus tard l'OTAN ont contenu l'URSS, favorisant ainsi la paix, non pas la guerre.

La résolution soviétique a finalement été repoussée par la Commission politique, paragraphe par paragraphe, sans avoir été mise aux voix dans son ensemble du fait que tous ses paragraphes essentiels avaient été repoussés. L'Union soviétique a présenté de nouveau sa résolution à l'Assemblée générale, mais la tentative du délégué soviétique de rouvrir le débat n'a pas eu de succès; la résolution a été repoussée le 30 novembre par un vote semblable à celui de la Commission politique.

Désarmement

Le 28 novembre dernier, l'Assemblée générale a approuvé par 54 voix (y compris celle du Canada) contre 0, et 5 abstentions (bloc soviétique), une résolution priant la Commission du désarmement de poursuivre son travail en vue de mettre fin à l'impasse des négociations entre les puissances occidentales